

# Info Marne

« Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde »

## SOMMAIRE (cliquez sur l'article)

|   |   |
|---|---|
| Édito : Le gouvernement aide le patronat, mais surtout pas les salariés !.....                            | 1 |
| Châlons-en-Champagne : TI Automotive FUEL SYSTEMS la CGT ne signe pas la NAO .....                        | 2 |
| Reims - 31 mars : Les profs en lutte contre les suppressions de postes.....                               | 2 |
| 2 avril - Mobilisation des retraités : Revalorisation des pensions et défense des services publics !..... | 3 |
| Champagne : le sort des saisonniers au centre des débats.....   | 3 |
| Reims - 2 avril : Assemblée générale du Grand Reims .....   | 3 |
| Pas touche au 1 <sup>er</sup> mai ! .....   | 4 |
| Épernay : Troisième conférence régionale de la CGT du Grand-Est .....                                     | 4 |
| Congrès de Tours du 1 <sup>er</sup> au 5 juin 2026.....   | 5 |

## Édito : Le gouvernement aide le patronat, mais surtout pas les salariés !



La hausse des prix du carburant agit comme un révélateur brutal des déséquilibres économiques actuels. À chaque flambée, le même scénario se répète : le gouvernement déploie des mesures d'urgence pour soutenir les entreprises, alléger leurs charges ou compenser leurs coûts. Officiellement, il s'agit de préserver l'activité et l'emploi. Mais dans le même temps, les salariés, les retraités et les plus précaires sont appelés à faire preuve de « responsabilité », autrement dit à accepter la baisse de leurs revenus.

Ce décalage est insupportable, surtout quand on apprend que les compagnies pétrolières ont tiré parti de la guerre en engrangeant des profits records pour leurs actionnaires. Car si l'augmentation du carburant impacte les entreprises, elle frappe davantage les ménages. Pour beaucoup, se déplacer pour travailler devient un luxe contraint, absorbant une part croissante du budget. Pourtant, les revalorisations salariales restent restreintes, les pensions peinent à suivre l'inflation, et les minima sociaux fondent comme neige au soleil. Le discours officiel insiste sur la nécessité de maîtriser les dépenses publiques et de préserver la compétitivité. Mais à force de contenir les revenus, on fragilise la demande et on alimente l'injustice.

Le patronat, lui, bénéficie d'un accompagnement rapide et souvent conséquent avec notre argent. On justifie ces aides par leur rôle dans la création de richesses. Mais cette logique atteint ses limites lorsque les efforts ne sont pas partagés. Comment accepter que les entreprises soient soutenues face à la hausse des coûts, tandis que les travailleurs doivent absorber seuls la perte de pouvoir d'achat ?

Cette politique à deux vitesses alimente une fracture sociale grandissante. Elle donne le sentiment que certains risques sont mutualisés quand d'autres sont individualisés. Or, une économie ne peut être durablement solide si elle repose sur l'érosion du niveau de vie de la majorité.

Il ne s'agit pas d'opposer entreprises et salariés, mais de rappeler une évidence : la richesse produite doit être mieux répartie. Face à des crises récurrentes, l'équilibre ne peut plus être systématiquement trouvé au détriment des mêmes. À défaut, la confiance s'érode, et avec elle, la cohésion sociale.

Philippe BENMANOU, secrétaire à la vie syndicale de l'Union Départementale

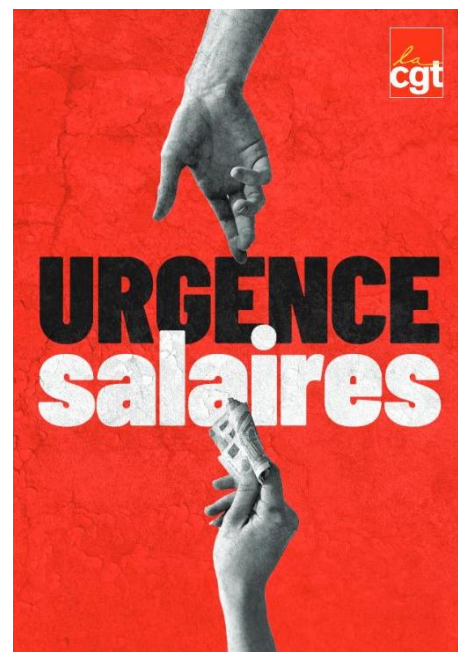
[\(Lire l'article d'ici : Prix du carburant, la CGT dénonce les « mesurette » du gouvernement\)](#)



3 avril 2026  
#142

Union Départementale  
des syndicats CGT de la Marne  
15, boulevard de la Paix  
BP 11215  
51058 Reims Cedex  
Tél. 03 26 88 23 04  
[udcgt51@laposte.net](mailto:udcgt51@laposte.net)  
[www.udcgt51.fr](http://www.udcgt51.fr)

SCANNEZ  
le QR code pour  
télécharger  
l'application de  
l'UD CGT 51



## Châlons-en-Champagne

TI Automotivé FUEL SYSTEMS

La CGT ne signe pas la NAO



Au terme des quatre réunions de NAO (Négociation Annuelle Obligatoire) chez TI Automotivé FUEL SYSTEMS (équipementier automobile), des augmentations générales ont été obtenues, ainsi qu'un certain nombre d'avancées sur les primes, et des ouvertures pour des négociations à venir sur l'égalité professionnelle femmes/hommes, l'intéressement, les seniors, la gestion prévisionnelle des emplois et des parcours professionnels.

Pour autant, la CGT ne signera pas l'accord. En effet, après consultation du personnel et des adhérents, elle estime que les différences de traitement entre les catégories de personnel (+ 3 % d'augmentation pour les salariés de la production, + 2,5 % pour les autres salariés et + 1,7 % pour les cadres) risquent de nourrir la division entre eux, alors que l'ensemble du personnel de l'usine est soumis aux mêmes conditions de travail, le plus souvent dégradées.

Le stress et la désorganisation provoqués par les conseils du cabinet McKinsey pour augmenter la productivité, touchent la totalité du collectif, déjà visé par un objectif de suppression de 15 postes et d'une augmentation des cadences de 10 %...

La direction de son côté a décidé d'une application unilatérale des mesures négociées, mais la CGT n'en restera pas là. Des débrayages ont déjà commencés.

[\(Regarder l'interview de Christophe JACQUIN\)](#)

## Reims - 31 mars :

Les profs en lutte contre les suppressions de postes



L'Intersyndicale des enseignants appelait à une semaine de mobilisation nationale du 30 mars au 3 avril, avec pour point d'orgue la journée du 31 mars, afin de protester contre les fermetures de postes, les fermetures de classes et les réductions d'heures d'enseignement.

Un rassemblement a eu lieu le 31 mars à 16h devant le Rectorat de Reims, mais dès 8 heures du matin, le lycée Arago était bloqué et aucun cours n'y a été assuré.

Ces mesures d'économie s'inscrivent dans le grand plan de 4 000 suppressions de postes prévues dans la loi de finances 2026 que le gouvernement justifie par la baisse de la population scolaire.

Au total, dans l'académie de Reims (qui comprend la Marne et les Ardennes), 157 postes sont menacés, 99 postes dans le primaire et 58 postes dans le second degré (collèges et lycées).

L'argument de la baisse démographique ne tient pas quand on atteint les 40 élèves par classe dans les lycées, la plus forte moyenne européenne. Comment imaginer prodiguer un enseignement de qualité dans de telles conditions, alors qu'il faudrait au contraire en profiter pour baisser le nombre d'élèves par classe ? De même, il manque un nombre criant d'AESH pour assister les élèves en situation de handicap, un métier précarisé qu'il faut revaloriser de toute urgence.

C'est ce vendredi 3 avril que la répartition des suppressions de postes sera connue et la mobilisation n'est pas prête de s'éteindre.

[\(Lire l'article d'Ici Champagne Ardennes : Classes surchargées et 157 postes menacés : dans la Marne et les Ardennes, les enseignants sont en grève ce mardi\)](#)

## **2 avril - Mobilisation des retraités :** *Revalorisation des pensions et défense des services publics !*



La CGT des Retraités de la Marne appelait à des rassemblements le jeudi 2 avril à

10 heures devant la Sous-Préfecture d'Épernay, devant la Préfecture de Châlons-en-Champagne et devant la mairie de Reims.

Ras-le-bol de la stigmatisation des retraités rendus responsables du déficit de la Nation. La réalité c'est que 60 % des 17 millions de retraités touchent moins que le Smic et que 30 % d'entre eux, dont les trois quarts sont des femmes, sont en-dessous des 1 000 euros par mois.

L'accès aux soins pour tous est insuffisant et le défi du vieillissement n'est pas relevé, alors que



la France comptera 30 % de retraités en 2030. Quant aux services publics de proximité, ils sont laminés par le tout numérique qui justifie la suppression des guichets ou de l'accueil physique dans la plupart des administrations.

Face à la paupérisation de la population et des retraités en particulier, face à l'absence de réponse de la part des pouvoirs publics et à l'égoïsme du patronat gavé d'aides publiques et d'exonérations sociales, la mobilisation est et sera toujours nécessaire.

[\(Lire le tract de l'Union Confédérale des Retraités CGT, le 2 avril, les retraités se font entendre !\)](#)

## **Champagne :** *Le sort des saisonniers au centre des débats*

À l'occasion des Assises sur la santé et la sécurité des travailleurs organisées par Médecins du Monde le 17 mars 2026 à la Bourse du travail de Paris, un atelier était consacré au travail saisonnier agricole et viticole.

Philippe COTHENET, Secrétaire Général Adjoint de l'Intersyndicat CGT du champagne, est intervenu sur le sort des centaines de milliers de travailleurs, exposés à des conditions de travail dégradées, à des atteintes au droit du travail, à des difficultés d'accès aux soins et à des hébergements indignes. En Champagne, derrière l'image du prestige et de l'excellence, la situation des saisonniers continue de poser des questions graves trop longtemps laissées sans réponse.

Philippe COTHENET est revenu sur le choc provoqué en 2023 par les « vendanges de la honte », les cinq décès pendant la canicule et le scandale de la traite d'êtres humains découvert à Nesle-le-Repons et à Mourmelon.

Au-delà de la dénonciation, il est également revenu sur les nombreuses propositions avancées par la CGT du champagne pour faire progresser les pratiques en matière de droit du travail, d'hébergement, de santé, de sécurité et de respect des travailleurs saisonniers

[\(Lire le dossier très complet dans le site de la CGT champagne\)](#)

## **Reims - 2 avril :**

### *Assemblée générale du Grand Reims*



A l'appel de la CGT du CCAS, de la CGT Ville de Reims et de l'UFICT-CGT, a eu lieu le 2 avril, une Assemblée Générale du personnel des administrations territoriales rémoises.

Étaient présent-e-s des collègues du CCAS, de la Culture, des déchets, de l'Éclairage, de l'Économie, de l'Éducation, de la Maintenance, de la Propreté, des Sports, de la Voirie ; majoritairement des femmes. Deux heures d'échanges et de débats ont permis d'aborder différents sujets. Les guerres ont été le premier d'entre-eux. Leurs effets sur le pouvoir

d'achat ont été particulièrement dénoncés, ainsi que le détournement de moyens des services publics vers ces conflits.

Il a été rappelé, alors que Catherine Vautrin, ministre des Armées, annonçait un don de 2 milliards d'euros à l'Ukraine, le Gouvernement révélait 2,5 milliards de coupes dans le budget des collectivités. Les agents et cadres ont également discuté des rémunérations, des carrières, des conditions de travail, du projet d'administration, de l'IA (Intelligence Artificielle), de la condition féminine, de la précarité...

## Pas touche au 1<sup>er</sup> mai !



Le 10 avril 2026, le groupe Renaissance va proposer à l'Assemblée nationale de voter une loi, déjà portée par la droite et l'extrême-droite, pour autoriser le travail du 1<sup>er</sup> mai pour les salariés « de certaines professions ». En apparence, ceux de la boulangerie ou du fleuriste du coin, en réalité les salariés de la grande distribution, au détriment des commerces de proximité.

La CGT alerte sur la dérive inévitable qui s'ensuivra, comme pour le travail du dimanche, initialement basé sur le volontariat, et devenu une obligation pour de nombreux salariés.

Pour la CGT, le 1<sup>er</sup> mai n'est pas une journée comme les autres et elle invite à interpeller fermement les députés sur [allop parlement.fr](http://allop parlement.fr) pour arrêter cette hérésie et ne pas voter cette loi.

« 163 pays ont un 1<sup>er</sup> mai férié. Si la France revient sur le 1<sup>er</sup> mai comme jour chômé et férié, ce serait un signal catastrophique au plan international » a déclaré Sophie BINET sur France Info. Mais de la part de la Macronie, plus grand-chose ne peut nous surprendre en matière d'attaque contre les acquis sociaux. ([Voir Sophie BINET sur France Info](#)).

## Épernay : Troisième conférence régionale de la CGT du Grand-Est



Après Bussang dans les Vosges et Kaisersberg en Alsace, c'était au tour d'Épernay d'accueillir la conférence régionale.

Celle-ci a réuni, du 25 au 27 mars, les Commissions Exécutives des UD et les mandatés régionaux (CESER, formation, protection sociale...), plus de 130 militants étaient présents.

Jean-Pierre LANGLET, Secrétaire du Comité Régional, en a fait la synthèse suivante :

En ce dixième anniversaire de la création de la région Grand-Est, le contexte est particulier : guerre en Ukraine et au Proche Orient, prise de mairie par l'Extrême-droite en Moselle, dans les Vosges, à Fagnières près de Châlons-en-Champagne, violente attaque des droites et d'une partie de la Macronie contre les CESER. Après une tentative échouée à l'automne, certains parlementaires reviennent à la charge en voulant les rendre facultatifs.

Les travaux étaient divisés par thèmes. Concernant les mobilités, Stéphane BUSOLINI, (Union Interfédérale des Transports) a insisté sur les dangers des politiques ferroviaires. L'exécutif, en créant des sociétés publiques locales, veut ouvrir les TER et l'entretien des infrastructures et du matériel à la concurrence. La mise en place d'une interfédérale des transports CGT (cheminots, équipement, transport) peut être l'outil de réflexion pour préparer nos syndicats à la riposte.



Reconquête industrielle et environnement ont aussi été au cœur des débats. Deuxième région pour son poids de l'industrie, le Grand-Est connaît une accélération de la casse, dans la sidérurgie, dans l'automobile.



Parmi les propositions qui seront transmises au Conseil Régional, le contrôle et la conditionnalité des aides publiques, les obligations vis-à-vis des sous-traitants, les filières.



La CGT insiste sur les atouts, comme le lithium, l'hydrogène, le cuivre, ce qui suppose un travail en filières. Il faut aussi, après la fermeture de NOVASCO, une aciérie électrique à Gandrange et s'assurer de la réussite du projet Holosolis (panneaux solaires) qui créerait 1 500 emplois.

Des tables rondes ont eu lieu sur le sens du travail, la protection sociale, la formation professionnelle. Le dernier débat a réuni Boris PLAZZI, du Bureau Confédéral, et des représentants des syndicats allemand (DGB), luxembourgeois (OGBL), belge (FGTB), suisse (UNIA). 220 000 salariés de notre région travaillent chez nos voisins, dont la moitié au Luxembourg.



Mais c'est surtout la montée de l'extrême-droite (ou de la droite extrême), qui a été évoquée. L'AFD en Allemagne, les libéraux en Wallonie, l'UDC en Suisse sont un poison au même titre que le Rassemblement National. La coopération syndicale est plus que jamais nécessaire contre la peste brune.

Enfin, Denis SCHNABEL a été reconduit comme Secrétaire du Comité Régional, Delphine ROUXEL comme Adjointe et Estelle GALLOT est devenue administratrice.

## Congrès de Tours

*du 1<sup>er</sup> au 5 juin 2026*

Le 54<sup>ème</sup> Congrès Confédéral de la CGT se tiendra à Tours du 1<sup>er</sup> au 5 juin 2026.

Les syndicats de la Marne y seront représentés par des délégués issus des différents secteurs professionnels : la santé, la chimie, le commerce, la métallurgie, les ports et docks (pour le nettoyage), le champagne, le transport, les services publics.

Vous pouvez visiter [ici](#) le site du 54<sup>ème</sup> Congrès qui contient le rapport d'activité, le projet de document d'orientation qui peut être amendé par les syndicats, les annexes concernant les modifications des statuts.

Par ailleurs la confédération organise des webinaires, délégués 54<sup>ème</sup> Congrès, pour la préparation des débats en territoire.



# GROUPE 3E CONSTRUCTEURS D'ALTERNATIVES

**NOUS SOMMES UN COLLECTIF D'EXPERTS ENGAGÉS AUX CÔTÉS DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL ET DES ORGANISATIONS SYNDICALES**

**NOTRE MISSION :  
ACCOMPAGNER  
CEUX QUI  
DÉFENDENT  
LE TRAVAIL**



**ACANTE  
CONSULTANTS  
COMMISSARIAT  
ÉTUDES & FORMATIONS  
EXPERTISE**

groupe3e.fr



**CONTACTEZ-NOUS !**



#### CERTIFICATIONS ET AGRÈMENTS

- 3E Acante est expert SSCT, habilité à mener des expertises Qualité du travail et de l'Emploi (QTE)
- 3E Consultants est inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables du Grand Est
- 3E Commissariat est inscrit auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes des Hauts-de-France
- 3E Études & Formations est certifié Qualiopi et dispose des agréments pour assurer la formation économique et SSCT des élus du CSE
- 3E Expertise est inscrit au tableau de l'Ordre des experts-comptables du Grand Est